

## « Note d'infos », n° 51, Janvier 2013

### Edito : les vœux du président de l'association Réseau international FAR

Au cours des années écoulées, le Réseau international FAR a travaillé pour construire un argumentaire politique et asseoir son statut juridique et, partant, son autonomie. On peut estimer que c'est chose faite quand on constate que la formation professionnelle est sur l'agenda de nombreux Etats africains et de leurs partenaires techniques et financiers et que le réseau s'est constitué en association l'année dernière.

Pour 2013, nos grands axes de travail sont :

- **l'accompagnement à l'émergence et au développement de plateformes nationales de concertation** en vue de la réforme des dispositifs nationaux de formation technique et professionnelle agricole et rurale,
- **la mise en place d'un Centre de Ressources en formation agricole et rurale.**

Ce travail va se faire en complétant l'argumentaire politique par un volet « expertise », c'est-à-dire par le positionnement des plateformes nationales comme force de proposition technique, sur la base des expertises à promouvoir et à développer dans chaque pays. Ces expertises devraient amener les décideurs politiques à être plus avertis de la nécessité d'investir sur les formations agricoles et rurales car c'est un domaine, certes social, dont les retours sur investissement sont capables de booster les économies rurales africaines. Nous allons donc continuer à mener parallèlement le plaidoyer et la promotion de la formation technique et professionnelle pour les populations rurales.

Notre association va accompagner les plateformes nationales de concertation sur la FAR pour être non seulement un lieu de construction d'expertise opérationnelle mais aussi un centre de ressources mobilisables par les pays dans la construction de dispositifs de formation répondant à la demande sociale et économique des territoires. Tel est, chers membres du Réseau, le sens que je donne à mon mandat qui globalement se propose de consolider les acquis du Réseau tout en améliorant son positionnement comme acteur privilégié, doté d'une expertise nationale et internationale dans le domaine des dispositifs de FAR.

2013 est l'année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau. Qu'elle soit faite de santé, de joie, de prospérité, de fraternité pour vous tous. En attendant l'année internationale de l'agriculture familiale en 2014, très bonne année !

Pierre Blaise Ango

### Actualités du Réseau

**Tenue d'une réunion du bureau de l'association** les 8-9 janvier 2013 à Montpellier, suivie d'une rencontre avec deux représentants de l'Agence française de Développement, bailleur du programme ADEX.FAR les 10-11 janvier. Le plan d'action pour 2013 a été élaboré (avec deux grands axes de travail, cf. Edito ci-dessous) et les principes de gestion entre le Bureau et le Secrétariat exécutif ont été définis.

« **Cameroun : Réforme de l'enseignement agricole** », parution d'un article à la suite de l'atelier du réseau FAR à Yaoundé dans *Afrique Agricole*, n° 392, janvier-février 2013, p. 14.

### Actualités des pays et plateformes nationales

#### Madagascar : lancement officiel du programme FORMAPROD

Le programme FORMAPROD de rénovation du dispositif de formation et amélioration de la productivité agricole a été officiellement lancé à Antananarivo en décembre 2012 en présence des représentants des différents acteurs impliqués dans la conception et la réalisation, qu'ils soient institutionnels, professionnels agricoles ou organismes de formation. Ce programme financé en grande partie par le FIDA sera conduit par le ministère de l'Agriculture en relation avec l'ensemble des ministères concernés. Il débutera sur six régions expérimentales puis s'étendra sur 13 des 22 régions que compte le pays. C'est la première fois qu'un programme de cette nature est prévu sur une durée aussi longue, dix ans. L'ambition est grande : il s'agit de s'appuyer sur la formation des producteurs pour construire l'avenir de l'agriculture malgache. L'importance des moyens et la multiplication des acteurs concernés, ne sont pas un gage de facilité mais permettront, n'en doutons pas, à terme, un succès et une pérennité du dispositif de formation agricole et rurale.

### Sur l'agenda international

**AGRAR-2013 : L'agriculture face aux défis de l'alimentation et de la nutrition en Afrique : quels apports de la recherche en zones cotonnières ?** du 4 au 6 juin 2013, Yamoussoukro (Côte d'Ivoire)

Cette conférence est organisée par le projet AFOMDnet (« Réseau d'Analyse des Facteurs d'Offres vivrières, de mise en Marché et de Diversification »), exécuté dans le cadre du Programme Science & Technologie du Groupe des pays ACP sur financement de la Commission européenne, en collaboration avec le CORAF/WECARD et l'Institut national polytechnique Houphouët-Boigny (INPHB) en Côte d'Ivoire. Propositions de communication à soumettre avant le 15/2 et info sur : [http://www.afomd.net/evenements/a\\_venir/conference\\_agrar\\_2013](http://www.afomd.net/evenements/a_venir/conference_agrar_2013).

### A lire, à voir...

#### Et si l'agriculture sauvait l'Afrique ?

Par Hervé Bichat, Ed. Quae, Versailles, 2012, 160 p., coll. « Essais », préface de Gérard Mathéron (en versions papier et pdf sur [www.quae.com](http://www.quae.com))

Ce livre court et facile à lire est un « essai » qui réussit à faire réfléchir le lecteur. Nombre d'éléments sont évoqués, à la fois sans viser à l'exhaustivité ni à l'analyse détaillée, avec lesquels on peut ne pas être d'accord. C'est de fait un témoignage d'agronome au terme d'une vie professionnelle consacrée aux agricultures ouest africaines depuis les indépendances.\*

Dans la première et plus longue partie, « L'Afrique noire n'est pas maudite », consacrée aux causes de la situation actuelle, l'auteur dresse « le constat d'une agriculture en régression, d'écosystèmes dégradés, de services publics en déshérence et de performances économiques médiocres » (cf. CR de André Priou dans *Le Monde diplomatique* de juin 2012, p. 24). Dans la seconde, intitulée « Quelques problématiques agricoles africaines », il explique qu'« aucune agriculture au monde n'a prospéré sans stabilité de long terme, un certain degré de protection et une attention à l'organisation des marchés. ». Et il conclut : « Donner du temps aux agriculteurs africains pour s'inventer un futur, réformer en priorité le foncier et conduire des politiques agricoles à l'échelle régionale, c'est à ces conditions que l'agriculture sauvera l'Afrique ». L'histoire démontre en effet que, sans une agriculture dynamique, donc un État suffisamment fort pour assurer ses missions (formation, vulgarisation, financement...), il n'y a pas de développement.

Et si l'agriculture sauvait l'Afrique ?

Hervé Bichat



Les quatre éléments suivants méritent d'être relevés : la formation des agriculteurs citée à plusieurs reprises comme un facteur important de développement agricole ; le rôle de l'Etat jugé indispensable pour faire émerger des visions politiques communes et financer la modernisation des services à l'agriculture ; la nécessité d'une révolution agro-écologique avec des systèmes d'exploitation durables intensifs en travail et en intrants naturels, donc avec un temps long d'adaptation dans un environnement suffisamment incitatif ; le regret que la pensée économique dominante a délégitimé l'intervention des Etats et est incapable de prendre en compte des échelles de temps et d'espace suffisamment grandes.

En conclusion, l'agriculture familiale africaine a de belles perspectives devant elle pour peu qu'on la mette au cœur des politiques de développement. Ce n'est d'ailleurs certainement pas par hasard si l'auteur consacre quelques pages à la lecture du classique revenu à l'actualité à l'occasion du cinquantenaire de sa parution, *L'Afrique noire est mal partie* de René Dumont, et, qu'en bon élève du célèbre « agronome de la faim », il propose ce livre au titre lui-même provocateur.

\* : On pensera d'ailleurs à ce sujet au volumineux ouvrage, *What is the matter with African agriculture? Veterans' visions between past and future* coordonné par Henk J.W. Mutsaers et Paul W.M. Kleene (KIT, Amsterdam, 2012, 384 p.) auquel ont participé une quarantaine de « vétérans » surtout européens et africains, dont H. Bichat.



**La politique agricole africaine est-elle mal partie ? A propos du CAADP/PDDAA**, Note n° 10 sur les « Politiques & Pratiques de développement » du GRET (Nogent-sur-Marne), oct. 2012, 4 p (par Pierre Baris et Marc Lévy).

Il s'agit d'un rapide bilan du processus en cours concluant que le CAADP devrait prendre un nouveau départ s'il veut contribuer à relever le défi démographique en Afrique subsaharienne : « un milliard de personnes supplémentaires en

2050 à nourrir et 330 millions de jeunes sur le marché du travail dans les quinze prochaines années qui majoritairement devront trouver une activité dans les agricultures familiales et le secteur rural. »

Sur : [http://www.gret.org/wp-content/uploads/NPPD\\_10-fr.pdf](http://www.gret.org/wp-content/uploads/NPPD_10-fr.pdf)

A noter qu'un document au titre proche par le premier auteur dans la collection « Etudes et travaux » sera prochainement en ligne (voir : <http://www.gret.org/publications/>).



**Prévention des crises en Afrique subsaharienne – Relever le défi de l'emploi : l'agriculture au centre**, par Bruno Losch, *Perspective*, n° 19 (CIRAD, octobre 2012, 4 p.).

La question de l'emploi des jeunes est primordiale pour la paix civile des pays africains. Elle l'est aussi pour la communauté internationale. Or le secteur agricole constitue le principal secteur d'activité en Afrique subsaharienne, avec 60 % des actifs, voire 80 % dans les pays sahéliens. Pour relever ce défi de l'emploi, les chercheurs misent sur l'agriculture et sur ses grands nombres de leviers. Il s'agit tout d'abord de donner la priorité aux agricultures familiales qui occupent l'écrasante majorité des actifs plutôt qu'aux agricultures d'entreprise.

Lien sur : <http://www.cirad.fr/actualites/toutes-les-actualites/articles/2012/ca-vient-de-sortir/perspective-n-19-emploi-et-securite-alimentaire-bruno-losch>.



**Agriculture et alimentation. Des champs géopolitiques de confrontation au XXI<sup>e</sup> siècle**, Cahier Demeter n° 13 dirigé par Sébastien Abis et Pierre Blanc, [février] 2012.

On y lira notamment les articles sur « Les fermes du monde : un kaléidoscope », par Bertrand Hervieu et François Purseigle ; « Géopolitique de la recherche et de l'innovation », par Michel Griffon ; « L'émergence du triangle Chine-Inde-Afrique », par Jean-Joseph Boillot ; « L'Afrique : quelles stratégies de sécurité alimentaire ? Enjeux et prospective », par Michel Benoit-Cattin et Nicolas Bricas.

(en vente sur commande à : [demeter@club-demeter.org](mailto:demeter@club-demeter.org)).

**Plusieurs interviews récentes d'acteurs sénégalais du développement et de la formation** sur le site de l'IPAR, l'Initiative Prospective Agricole et Rurale (<http://www.ipar.sn/-Entretien-.html>) dont :

- Dr Ndiobo Diène, Conseiller technique du Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural ;
- M. Ibrahima Gueye, Directeur de l'Emploi au ministère de la Jeunesse, de la Formation professionnelle et de l'Emploi ;
- Mme Mariétou Dia, coordinatrice du volet Droit des femmes à ActionAid Sénégal et du point focal de la sécurité humaine.



**Les enjeux des partenariats entre coopératives agricoles et financières : enseignements de quatre expériences en Afrique de l'Ouest**, Fabrice Larue et Pierre Girard, 8 p., nov. 2012, « Note » n° 3 de la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM).



« Bien que l'émergence et la professionnalisation des deux secteurs coopératifs, agricole et bancaire, soient étroitement liées en Afrique de l'Ouest, leurs partenariats rencontrent de nombreuses difficultés. (...) L'analyse des stratégies suivies par quatre coopératives agricoles, appuyées par la fondation FARM, montre que des solutions existent pour améliorer l'accès des agriculteurs au crédit. Mais celles-ci ne porteront pleinement leurs fruits que si les politiques publiques mettent en place un cadre global de gestion des risques, créant un environnement économique et juridique favorable.

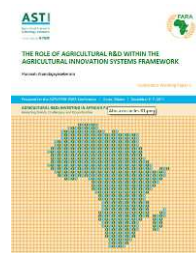
Voir : [http://www.fondation-farm.org/spip.php?page=article&id\\_article=844](http://www.fondation-farm.org/spip.php?page=article&id_article=844)

Les autres notes publiées par la FARM sont :

- n° 1 : « [Les échanges alimentaires mondiaux : essor de l'Asie et l'Amérique du Sud, marginalisation de l'Afrique](#) »

- n° 2 : « [Augmenter la productivité de l'eau : un objectif de développement agricole ?](#) »

**Le rôle de la R&D agricole dans le cadre des systèmes d'innovation agricole**, par Ponniah Anandajayasekaram (en anglais, iv, 33 p.).



Le document de travail n° 6 de la conférence Projet ASTI sur les indicateurs relatifs aux sciences et technologies agricoles/Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)/Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA) retrace l'évolution du cadre des

systèmes d'innovation dans le secteur de l'agriculture en Afrique subsaharienne et présente un cadre conceptuel applicable aux systèmes d'innovation dans ce domaine (d'après [knowledge.cta.int/fr/content/view/full/16655](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/16655)).

Document : <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ananda.pdf>

**Les agronomes ivoiriens font connaître leurs travaux**

« Plus d'une dizaine d'instituts ivoiriens de recherche agricole ont convenu de donner accès aux résultats de leurs recherches et de sensibiliser les agriculteurs sur leurs activités à travers une plateforme d'échanges en ligne » (d'après Théodore Kouadio, 14 août 12, <http://www.scidev.net/fr/agriculture-and-environment/news/les-agronomes-ivoiriens-font-conna-tre-leurs-travaux.html>).

**L'approche de l'Union européenne sur la résilience: tirer les leçons des crises alimentaires**

La nouvelle communication de la Commission sur la résilience énonce dix mesures permettant de renforcer la résilience et de réduire la vulnérabilité des personnes les plus vulnérables de la planète. Ces mesures sont notamment le soutien à l'élaboration de stratégies nationales de la résilience, des plans de gestion des catastrophes et des systèmes efficaces d'alerte précoce dans les pays exposés aux catastrophes, de même que la mise en place d'approches innovantes en matière de gestion des risques faisant appel à la concertation avec le secteur des assurances.

Mémo en français sur le site d'Europa : [http://europa.eu/rapid/press-release-MEMO-12-733\\_fr.htm](http://europa.eu/rapid/press-release-MEMO-12-733_fr.htm) - Document complet en anglais (13 p.) :

[http://ec.europa.eu/europeaid/what/food-security/documents/20121003-comm\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/europeaid/what/food-security/documents/20121003-comm_en.pdf)

Sur le concept de résilience sur : <http://www.ecdpm-talkingpoints.org/resilience-in-eu-international-cooperation-a-new-fad/>